

~~l'étiquette FN avant de quitter le parti en 1999) en juin 2001. « Nous avons proposé de le rebaptiser "colonel Salan, libérateur de Toulon" — puisque Salan commandait le régiment qui libéra la ville en août 1944 — ce que la nouvelle équipe municipale menée par Hubert Falco, désireuse de marquer sa rupture avec la période FN, a vite accepté », explique François Nadiras, militant toulonnais de la Ligue des droits de l'homme, qui anime [un site très riche](#) sur les batailles mémorielles auxquelles donnent lieu la guerre d'Algérie et le colonialisme.~~



La modeste plaque du « carrefour colonel Salan » à Toulon. © Hélène Staes

~~« J'ai eu la surprise de constater un jour que la plaque avait été recouverte d'une sorte de fac-similé, bien imité, lui redonnant le nom de général Salan. Les services municipaux l'ont vite enlevée, raconte François Nadiras, mais l'anecdote montre que les nostalgériques ne désarment pas. »~~

II] les ambivalences du combat des pieds-noirs

30 déc. 2015 - par [Nicolas Chevassus-au-Louis](#)

[\[https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/301215/les-ambivalences-du-combat-des-pieds-noirs\]](https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/301215/les-ambivalences-du-combat-des-pieds-noirs)

Après avoir répertorié dans le premier volet de la série “Algérie française : les retours du refoulé” les signes d'une insidieuse réhabilitation de l'OAS, ce second volet s'attache à l'identité pied-noir : un double sentiment d'abandon par de Gaulle puis par la France, que les bataillons d'Afrique ont libérée en 1945. Même si l'on n'est parfois pas loin du mythe.

« À lire une certaine presse, il semblerait vraiment que l'Algérie soit peuplée d'un million de colons à cravache et à cigare, montés sur Cadillac », écrivait Albert Camus dans *L'Express* le 21 octobre 1955. Les sept années de guerre qui ont suivi n'ont fait que renforcer l'incompréhension mutuelle entre les Français d'Algérie et leurs compatriotes de métropole. Les hommages publics à l'OAS sur le littoral méditerranéen montrent qu'elle a persisté jusqu'à

nos jours : indécents et scandaleux pour l'immense majorité, justes et mérités pour une fraction influente des pieds-noirs. Pour comprendre les origines de ce fossé d'incompréhension, il faut se pencher sur l'histoire dramatique de la fin de l'Algérie française, qui suscita chez une part importante et sans doute majoritaire des rapatriés un sentiment viscéral d'abandon par la France et ses gouvernements successifs, sentiment qui les conduisit à soutenir massivement l'OAS. (Voir un extrait de journal télévisé, [sur le site de l'Ina.](#))



Ce traumatisme, vécu intimement par des centaines de milliers de personnes, débute le 4 juin 1958 lorsque le général de Gaulle, tout juste revenu au pouvoir à la suite des mouvements insurrectionnels d'Alger de mai, lance depuis le balcon du gouvernement général d'Alger son fameux : « *Je vous ai compris.* » La foule qui l'acclame est alors persuadée que l'homme du 18-Juin fera tout, après déjà quatre années de guerre, pour garder l'Algérie française. Mais de Gaulle entame des pourparlers avec le FLN. Ils débouchent sur les accords d'Évian (18 mars 1962) décidant un cessez-le-feu fixé le lendemain, préalable à l'indépendance algérienne qui sera proclamée le 5 juillet 1962. Pour l'immense majorité des Français d'Algérie, cette volte-face politique du général de Gaulle est perçue comme une trahison. L'OAS, constituée à l'issue de l'échec du putsch des généraux d'Alger de 1961, naît de ce ressentiment. Au terrorisme du FLN, l'OAS répond par un contre-terrorisme, multipliant les attentats dans les quartiers musulmans autant qu'envers tout Français suspecté de soutenir peu ou prou l'indépendance algérienne. Après la signature des accords d'Évian qui consacre sa défaite, l'OAS se lance dans une politique de la terre brûlée visant à détruire les infrastructures économiques algériennes, puis dans une vengeance éperdue qui la conduit à multiplier les attentats contre de Gaulle.

L'OAS a aussi pour elle de reprendre l'argumentation gaullienne du 18 juin 1940. La désobéissance à un État ayant trahi devient à ses yeux un devoir. L'intitulé de l'organisation reprend celui de l'Armée secrète, constituée dans la clandestinité de la France occupée. Certains de ses militants ont à leur actif d'honorables états de service dans la Résistance. Roger Degueldre, un des quatre fusillés de 1962, fut ainsi membre sous l'occupation des Francs-tireurs partisans, proche du Parti communiste. Même après le constat de sa défaite, l'OAS continue à manier une rhétorique inspirée de celle de la Résistance.

C'est ainsi que Georges Bidault, successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance (CNR), crée à Rome un nouveau CNR le 20 mai 1962 pour poursuivre la lutte en faveur d'une Algérie française. Ou que Bastien-Thiry se réclame, lors de son procès, des officiers allemands ayant organisé l'attentat contre Hitler. La référence à la Seconde Guerre mondiale est omniprésente dans les écrits de l'OAS. « *Nous ne faisons pas la guerre aux musulmans, pas plus que les Américains et les Anglais ne faisaient de 1942 à 1945 la guerre aux Français parce qu'ils bombardaient leurs villes et faisaient de nombreuses victimes dans la population civile. La guerre était faite aux Allemands qui occupaient la France et à ceux des Français qui les aidaient. Nous faisons, nous, la guerre au FLN et à ceux des Français qui collaborent avec lui* », déclare par exemple l'émission pirate de l'OAS d'Oran le 14 mai 1962.



La tombe, toujours fleurie, de Jean Bastien-Thiry au cimetière de Bourg-la-Reine. © wikicommon

Pour nombre de Français d'Algérie, l'OAS fut ainsi perçue comme une nouvelle incarnation de la Résistance, autant que comme une ultime protection alors que l'armée française les abandonnait. Dans une enquête menée en 2002 sur quelque 6.000 pieds-noirs des Alpes-Maritimes, de l'Hérault et de l'Isère, la politiste Emmanuelle Comtat relevait qu'ils étaient 70 % à déclarer avoir soutenu l'OAS. « *Il n'y a pas eu de clivage politique sur ce thème au sein des Français d'Algérie. L'OAS a présenté pour eux une sorte de bouée de sauvetage, une planche de salut* », souligne la chercheuse du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes, auteure de *Les Pieds-noirs et la politique. Quarante ans après le retour* (Presses de Sciences-Po, 2009). Que l'OAS ait tiré son inspiration et ses projets politiques de l'Espagne franquiste importait peu à cette population peu politisée. Tout ce qui comptait était la protection, fût-elle vaine, qu'elle offrait aux Français d'Algérie contre le terrorisme du FLN. Comme le rappellent nombre de stèles et de monuments, l'OAS passe pour l'organisation fidèle à la parole donnée, qui a mené jusqu'au bout la défense de l'Algérie française.

« Quatre fonctionnaires pour gérer 90 000 rapatriés »



Détail du monument à l'Algérie française de la porte d'Italie à Toulon. © Hélène Staes

Le sentiment d'incompréhension et d'abandon que relatent nombre de rapatriés d'Algérie naît de ce moment fondateur que fut l'OAS : organisation terroriste, voire fasciste, pour l'immense majorité des Français de métropole ; organisation d'autodéfense, drapée de la légitimité de la Résistance, pour une vaste majorité des Français d'Algérie.

Mais il a aussi des racines plus anciennes, remontant à la Seconde Guerre mondiale. L'armée française qui débarque, au côté des Américains, en Provence le 15 août 1944 est très majoritairement levée en Afrique du Nord. 16 % de la population masculine y est appelée sous les drapeaux, soit un taux supérieur à celui de la France métropolitaine au plus fort de la Première Guerre mondiale. Plus de 170.000 Français sont mobilisés au Maroc, en Tunisie et dans les trois départements algériens ainsi que 230.000 musulmans. La plupart sont intégrés à l'armée du général de Lattre de Tassigny (qui deviendra la 1^{re} armée française), à laquelle s'incorporent peu à peu et non sans conflits les troupes de la Résistance intérieure. Elle libère Toulon et Marseille, puis remonte la vallée du Rhône, se bat en Alsace, avant de pénétrer en Allemagne.

Si la France fut, contre toute attente, une des quatre puissances signataires de la capitulation nazie le 8 mai 1945, ce fut grâce à sa participation à la victoire, et celle-ci devait beaucoup à son implantation coloniale en Afrique du Nord, en particulier en Algérie. Les maigres troupes gaullistes des Forces françaises combattantes n'auraient jamais pu à elles seules assurer cette résurrection militaire de la France à partir de 1943. Mais, observe l'historien Jean-Marie Guillon, professeur émérite à l'université de Provence, « il y a une mythologie pied-noir sur l'oubli de leur "sacrifice" et une volonté de faire croire, en particulier depuis les années 1990, que l'armée d'Afrique a libéré presque seule le pays, en oubliant les troupes de la France libre – souvent à forte composante coloniale d'ailleurs – et la Résistance intérieure à laquelle les Européens d'Algérie n'ont guère apporté de soutiens, sauf les juifs d'Afrique du Nord ».

L'Histoire ne fait ensuite qu'accentuer ce ressentiment, et même meurtrir à nouveau les blessures de la Seconde Guerre mondiale. La génération qui débarque sur les plages de Provence en 1944 est aussi celle qui, parvenue à la maturité, vit les déchirements de la guerre d'Algérie. Lorsque 800.000 Français d'Algérie quittent leur terre natale en 1962, alors que l'État n'a prévu que 400.000 rapatriements étalés sur quatre ans, l'impéritie de l'administration les scandalise.

L'État a manifestement sous-estimé l'ampleur de l'exode, que la politique de la terre brûlée de l'OAS a amplifié. Sans même parler des harkis, parqués dans des camps, la population rapatriée d'Algérie se trouve dépourvue de tout dans les ports de Marseille, Toulon, Sète ou Port-Vendres, dans les aéroports pour les plus fortunés. À Marseille, où arrivent la plupart des rapatriés, l'administration est débordée. *« Il n'y a que quatre fonctionnaires pour gérer 90.000 personnes. La file d'attente s'étend sur toute la rue de Breteuil. Et nombre de familles dorment dans la rue »*, raconte l'historien Jean-Jacques Jordi. Et de souligner que *« les associations, comme le Secours catholique, le Secours populaire ou la Cimade, ont alors fait beaucoup plus pour les rapatriés que les services de l'État, ce qui a été perçu par les rapatriés comme une nouvelle preuve du fait qu'ils n'étaient pas les bienvenus dans ce pays dont ils étaient pourtant ressortissants »*.

La plupart des rapatriés d'Algérie n'avaient jamais mis les pieds en métropole, où ils se trouvèrent confrontés à une population leur reprochant souvent d'être la cause de ces huit années de guerre qui s'achevaient enfin. Ouvriers et employés qui débarquent avec une simple valise sont pris pour de gros colons fortunés. Les sondages de l'époque attestent du peu d'enthousiasme avec lequel les rapatriés furent accueillis.

En janvier 1962, plus de la moitié des Français interrogés ne se sentent pas, ou plus, solidaires des Français d'Algérie. Neuf mois plus tard, ils sont 31 % à estimer l'aide accordée aux rapatriés excessive, et 53 % à estimer que les rapatriés ne font pas ce qu'il faut pour s'adapter à la métropole. Que l'État français ait mis en place des mesures exceptionnelles autant que volontaristes pour l'intégration des rapatriés, comme l'a établi l'historien Yann Scioldo-Zürcher dans *Devenir métropolitain. Politique d'intégration et parcours de rapatriés d'Algérie en métropole (1954-2006)* (éditions EHESS, 2010), ne change rien à la perception qui reste celle de centaines de milliers de rapatriés : un second abandon, en métropole, après le premier par de Gaulle et l'armée, en Algérie.

III] Quand s'est finie la guerre d'Algérie?

31 décembre 2015 - par [Nicolas Chevassus-au-Louis](#)

[\[https://www.mediapart.fr/journal/france/311215/quand-sest-finie-la-guerre-dalgerie?page_article=1\]](https://www.mediapart.fr/journal/france/311215/quand-sest-finie-la-guerre-dalgerie?page_article=1)

Depuis 2012, la date officielle est le 19 mars 1962, jour du cessez-le-feu. En 2005, Chirac avait préféré instaurer le 5 décembre sans qu'aucun événement ne justifiait cette date. Au moins avait-elle l'avantage d'intégrer le printemps et l'été 1962, mois les plus sanglants pour les Européens d'Algérie. *Troisième volet de notre série sur les retours du refoulé de l'Algérie française.*